



La chronique de Jacques Pilet Blocher et son compère polonais

QU'IL EST CONFORTABLE DES'INDIGNER de certaines turpitudes étrangères en se disant que, chez nous, ah non, cela n'arriverait pas. Mais l'exercice réserve d'énouriffantes surprises.

Cette histoire de la déchéance de la nationalité nous paraît diablement française. On sait que, dans la lutte contre le terrorisme, cela ne sert à rien, mais nos voisins n'en finissent pas de polémiquer sur le sujet. Et voilà que l'on tombe sur l'article 48 de la loi ad hoc: «L'office peut, avec l'assentiment de l'autorité du canton d'origine, retirer la nationalité suisse et le droit de cité cantonal et communal à un double national si sa conduite porte une atteinte grave aux intérêts ou au renom de la Suisse.» Fichtre! Même le va-t-en-garde Manuel Valls n'aurait pas osé aller si loin.

Et les Danois? Comment osent-ils dépouiller de leurs biens les réfugiés qui arrivent chez eux? La presse internationale s'offusque. Et à cette occasion, les Suisses découvrent, stupéfaits, que notre propre administration a la même pratique depuis des décennies. En plus corsée, puisque les chanceux qui ont décroché l'asile et un emploi voient leur salaire amputé de 10% jusqu'à remboursement de 15 000 francs de frais d'accueil. Exigence que le Conseil fédéral, probablement aussi étonné que nous, souhaite soudain abolir.

QUANT AUX POLONAIS, qui ont choisi un régime ultranationaliste, ils nous paraissent si loin de notre vision du monde. Comment le patron de fait du parti au pouvoir, Jaroslaw Kaczynski, peut-il à la fois insulter ses partenaires européens présentés comme des dictateurs, mettre les juges constitutionnels sous la coupe du gouvernement, mettre les médias

publics sous tutelle et donner à l'école la priorité du patriotisme?

Problème. Il faut lire le discours de Christoph Blocher à l'Albisgütli. La quasi-totalité des médias n'en ont retenu que le titre provocateur: «La Suisse en marche vers la dictature». Le propos va loin. Pour le gourou, plus que jamais à la manœuvre, l'ennemi n'est plus seulement la gauche et la bien-pensance. Tous les adversaires, même de droite, sont suspects: ils foulent au pied la volonté populaire et s'associent au «coup d'Etat silencieux» qui doit mettre la Suisse sous la coupe de Bruxelles. L'UE reste le monstre qui nous menace. Un accord-cadre avec elle serait «un traité colonial qui mettrait fin à sept cents ans d'indépendance».

BLOCHER N'EN RESTE PAS LÀ. Il pourfend maintenant le Tribunal fédéral. «Les Suisses ne veulent pas d'un Etat de juges. Ils savent d'expérience que, dans les dictatures, les juges sont les premiers à se jeter au cou des détenteurs du pouvoir.» Ces magistrats, «élus à la légère», devraient subir un examen civique et prêter serment devant Dieu tout-puissant et l'Assemblée fédérale. De quoi ravir le compère polonais.

Autre cible: les scientifiques, «notamment des sciences humaines, dont les tenants s'efforcent de donner un aspect scientifique à leur idéologie gauchisante». Des noms parmi ces «dictateurs pseudo-scientifiques»? Le feu s'abat sur Jakob Tanner, historien à l'Université de Zurich. Et sur le professeur de Saint-Gall Phi-

lippe Mastronardi: il a osé déclarer contraire à la Constitution la pression sur le Parlement afin que celui-ci limite son choix aux candidats officiels de l'UDC. Dehors, ces traîtres à la patrie!

CETEXTE DE BLOCHER* doit entrer dans l'histoire: il est rare qu'un responsable politique témoigne d'une telle volonté délibérée d'affaiblir les institutions, notamment juridiques, de limiter la liberté académique, de miner le pouvoir du gouvernement et du Parlement au seul bénéfice du «peuple» qui mènerait son destin à coup d'initiatives et de référendums. Un peuple guidé par le seul parti patriotique.

Un signe de plus? Selon la *Sonntagszeitung*, le même personnage prépare une initiative «Contre un Parlement professionnel». Il s'agirait de couper drastiquement dans les indemnités versées aux élus fédéraux. Pour frapper une «classe politique» vilipendée à longueur d'année. En dépit d'une vérité d'évidence: ce même parti, avec sa nombreuse représentation et ses deux ministres, fait bien sûr partie de cette «élite» détestée.

Tendances liberticides en Suisse? Oui! Mais justement du côté de l'agitateur qui prétend dénoncer la dictature. ■

jacques.pilet@ringier.ch

* Disponible en français sur blocher.ch

Il faut lire le discours de Christoph Blocher à l'Albisgütli. La quasi-totalité des médias n'en ont retenu que le titre provocateur.